

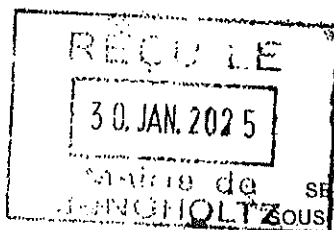


**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CABINET DU PRÉFET
SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ERP/IGH
Secrétariat : service d'incendie et de secours du Haut-Rhin



SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS
DIRECTION DE LA DOCTRINE ET DU
POTENTIEL OPÉRATIONNELS
GROUPEMENT PRÉVENTION DES RISQUES INCENDIE
Service ERP Nord (27)
Tél. : 03 89 30 19 07 / prevention.nord@sdis68.fr
Dossier suivi par : Lieutenant G. GVALET

PROCES VERBAL n°SCE2500221 en date du 23 janvier 2025

ETUDE D'UN DOSSIER

Référence du dossier : **AT 159 24 B0002** reçu le : 06/01/2025
Nom du demandeur : UGECAM ALSACE - Monsieur Sébastien LEVAVASSEUR
Service instructeur : MAIRIE

NOM OU RAISON SOCIALE

CENTRE MEDICAL SAINTE ANNE

Code ERP : 159E0002

DESIGNATION DE L'ETABLISSEMENT

Adresse : RUE DE THIERENBACH
Code postal / commune : 68500 JUNGHOLTZ

Classement :

Effectif :

- Public : 122 personnes
- Personnel : 78 personnes
- **Total : 200 personnes dont 78 couchages**

Type : U

Catégorie : 4^{ème}

Nature de l'activité : Etablissement de soins médicaux et de réadaptation

I. TRAVAUX PROJETES

Le projet porte sur le remplacement du système de production de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

Les 3 chaudières fioul seront remplacées par 3 chaudières gaz à condensation.

II. HISTORIQUE DE L'ETABLISSEMENT

▪ Visites :

Date :	Commission	Type de visite :	Avis :
17/09/1985	CAG	Visite de sécurité de la 2 ^{ème} tranche des travaux	
23/07/1993	CAG	Visite de sécurité	Favorable
09/05/2000	CAG	Visite de sécurité	Favorable
11/07/2003	CAG	Visite de sécurité	Favorable
20/06/2006	CAG	Visite périodique par le groupe de visite	/
16/12/2021	CATG	Visite périodique	Favorable
28/11/2024	CATG	Visite périodique par le groupe de visite	/
24/12/2024	CATG	Etude du dossier du groupe de visite	Favorable

Liste non exhaustive

▪ Etudes :

Date :	Etude par la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH / par le SIS du Haut-Rhin	Avis :	Réceptionné :
25/07/1979 12/01/1983 16/03/1983	Humanisation et restructuration.		
22/03/2001	demande de dérogation concernant le non enclouement de la cage d'escalier centrale	Favorable	
23/08/2006	DT 159 06 G0021 – Cloisonnement d'une circulation du 1 ^{er} étage et mise en conformité du désenfumage de cette zone	Favorable	20/08/2009
05/09/2013	AT 159 13 B0001 - Aménagement de locaux kinésithérapeute et archives	Favorable	
22/08/2019	AT 159 19 B0001 – Changement du SSI avec déplacement dans un nouveau local	Favorable	16/12/2021
11/05/2023	AT 159 23 B0001 - Mise en place d'une isolation thermique dans les combles avec un matelas de laine minérale	Favorable	
03/04/2024	DIV 159 24 001 – Retrait de RIA	Favorable	Appareils démontés
23/01/2025	AT 159 24 B0002 – Remplacement des 3 chaudières fioul par 3 chaudières gaz à condensation	Favorable	

Liste non exhaustive

▪ Demandes de dérogation accordées :

Date :	16/03/1983
Articles :	U 11 et CO 2 de l'arrêté du 23/03/1965 (1 seule voie d'accès non conforme),
Mesures compensatoires proposées :	Etablissement existant et configuration du terrain, interdiction de stationner dans cette voie d'accès, garantir une largeur de 3 mètres sur toute sa longueur.

Date :	16/03/1983
Articles :	CO 29 – absence de résistance au feu de la paroi verticale entre la salle à manger et la circulation vers la cuisine
Mesures compensatoires proposées :	Circulation non accessible au public et mise en place de blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure avec ferme-porte entre la circulation et les 2 salles à manger

Date :	16/03/1983
Articles :	CO 22 – absence de résistance au feu du vitrage des portes des cages d'escalier (pare-flammes de degré ½ heure et non 1 heure).
Mesures compensatoires proposées :	Absence de charge calorifique de part et d'autre de cet élément.

Date :	23/08/2006
Article :	Instruction Technique n° 246 : Adaptation dans un bâtiment existant avec des distances entre bouches et portes des chambres supérieures à la réglementation : 24 mètres entre les 2 bouches (15 mètres maxi autorisées) et 8 mètres jusqu'à la porte (5 mètres maxi autorisées).
Mesures compensatoires proposées :	Augmentation du débit Configuration des lieux : les chambres ont toutes une porte fenêtre sur une terrasse accessible.

▪ Demands d'avis acceptées :

Date :	05/09/2013
Article :	CO 48 §3 : portes automatiques coulissantes
Mesures compensatoires proposées :	Conforme aux dispositions réglementaires

III. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

▪ Description des niveaux et des locaux :

Le bâtiment principal est établi sur 8 niveaux sur un terrain en déclivité. Un bâtiment voisin (dénommé KINÉ) est lié au premier par un bâtiment de liaison (à simple rez-de-chaussée) et comprend 3 niveaux.

BATIMENT PRINCIPAL :

7^{ème} étage : - combles vides à l'exception de la VMC et recoupés.

6^{ème} étage : - bureau médical,
- machinerie ascenseur,
- salle de réunion,
- locaux désaffectés.

5^{ème} étage : - 16 chambres totalisant 22 couchages,
- infirmerie,
- local pharmacie,
- local entretien,
- local désinfection.

4^{ème} étage : - 15 chambres totalisant 22 couchages,
- 2 locaux infirmerie,
- local entretien,
- local désinfection.

3^{ème} étage : - 15 chambres totalisant 22 couchages,
- infirmerie,
- local entretien,
- local désinfection.

- 1^{er} étage :**
- 12 chambres totalisant 12 couchages,
 - salon d'étage,
 - espace infirmerie avec attente, vestiaires et locaux de rangement paramédical,
 - locaux annexes cuisine avec des économats,
 - local produit entretien,
 - local TGBT,
 - local aérotherme,
 - **chaufferie,**
 - office,
 - local DASRI,
 - local rangement.

- Rez-de-chaussée :**
- hall d'entrée avec l'accueil et local SSI attenant,
 - locaux d'administration,
 - des bureaux médecins avec des pièces annexes.

BATIMENT DE LIAISON :

- 2^{ème} étage :**
- espace de liaison avec sas.

Bâtiment voisin :

- 3^{ème} étage :**
- 6 studios non destinés au public et non occupés.

- 2^{ème} étage :**
- attente kiné,
 - local coiffure,
 - consultation kiné.

- 1^{er} étage :**
- local archives,
 - local de stockage de matériel.

▪ **Détermination des effectifs :**

Niveaux / Locaux	Surface en m ² / ml	Base de calcul	Public	Personnel
6^{ème} étage				
Bureau médical		8 pers/ poste de consultation	8 pers	
5^{ème} étage				
Chambres	22 lits	Nombres de lits Visiteurs : 1 pers/ lit Personnel : 1 pers/3 lits	44 pers	8 pers
4^{ème} étage				
Chambres	22 lits	Nombres de lits Visiteurs : 1 pers/ lit Personnel : 1 pers/3 lits	44 pers	7 pers
3^{ème} étage				
Chambres	22 lits	Nombres de lits Visiteurs : 1 pers/ lit Personnel : 1 pers/3 lits	44 pers	7 pers
2^{ème} étage				
Salle à manger des malades			82 pers*	
Salle à manger personnel				10 pers*

1^{er} étage				
Chambres	12 lits	Nombres de lits Visiteurs : 1 pers/ lit Personnel : 1 pers/3 lits	24 pers	4 pers
Rez-de-chaussée				
Administration		Déclaration		10 pers
TOTAL :			164 personnes	36 personnes
TOTAL ETABLISSEMENT :			200 personnes	

*effectif non cumulé

▪ **Implantation : desserte, façades accessibles, isolement par rapport aux tiers :**

Desserte et façades accessibles :

- Le rez-de-chaussée, le 1^{er} et le 2^{ème} étages donnent de plain-pied sur l'extérieur.
- Au 1^{er} étage, toutes les chambres donnent directement sur une terrasse commune à l'air libre.
- Suite à la visite périodique de 2015, il a été procédé à des essais d'accessibilité aux façades au moyen de l'échelle aérienne de 24 m des sapeurs-pompiers de Guebwiller (26/05/2016).
- Sur la façade Sud, le 5^{ème} étage est accessible, le 4^{ème} est partiellement accessible.
- Pour la façade Nord, le 5^{ème} étage est accessible et le 4^{ème} est partiellement accessible (voir prescription).
- Le 6^{ème} étage est désaffecté. Les anciens stockages de matériaux ont été ramenés dans le local du 1^{er} étage (plain-pied). L'électricité est coupée dans ce niveau.

▪ **Construction : résistance au feu, couvertures, façades, distribution intérieure, aménagements, locaux à risques :**

Aménagements intérieurs :

- Isolation thermique dans les combles, réalisée par un matelas de laine minérale, classée A2 (article AM 8).

▪ **Dégagements : conception, sorties, répartition :**

Niveaux - Locaux	Effectifs	Cumul	Dégagements exigés	Dégagements réalisés
6 ^{ème} étage	8 pers		1 esc. de 1 UP	3 esc. totalisant 6 UP
5 ^{ème} étage	52 pers	60 pers	2 esc. totalisant 2 UP	3 esc. totalisant 6 UP
4 ^{ème} étage	51 pers	111 pers	2 esc. totalisant 3 UP	3 esc. totalisant 6 UP
3 ^{ème} étage	51 pers	162 pers	2 esc. totalisant 3 UP	3 esc. totalisant 6 UP
2 ^{ème} étage	92 pers*		2 esc. totalisant 3 UP	4 esc. et 3 S total. 14 UP
1 ^{er} étage	28 pers	190 pers	2 esc. totalisant 3 UP	2 S totalisant 4 UP donnant sur l'extérieur
Rez-de-chaussée	10 pers		1 S de 1 UP	1 S totalisant 6 UP + 1 esc. de 2 UP
Total établissement	200 personnes		9 S totalisant 16 UP**	

* effectif non cumulé

** 3 sorties de 1 UP comptabilisées dans le nombre de sorties

▪ **Disposition prises pour la mise en sécurité des personnes en situation de handicap selon l'article GN 8 (arrêté du 24 septembre 2009) :**

- L'établissement dispose de sorties de plain-pied avec l'extérieur, les personnes à mobilité réduite (PMR) pourront, en cas de sinistre, évacuer par leurs propres moyens.
- L'alarme sonore sera complétée par une alarme visuelle (flashes) dans les endroits où les personnes en situation de handicap (PSH) sont susceptibles de se retrouver seules.

▪ **Ventilation et désenfumage :**

- L'établissement dispose d'un désenfumage mécanique installé dans les circulations.

▪ **Chauffage : mode, implantation, stockage**

- Les systèmes de chauffage et de ventilation répondent aux dispositions de chapitre V.

▪ **Electricité : éclairage normal, éclairage de sécurité :**

- L'établissement dispose d'un groupe électrogène de remplacement pour l'alimentation électrique de secours.

▪ **Moyens de secours : moyens d'extinction, service de sécurité, SSI, alarme, consignes, alerte :**

Système de Sécurité Incendie (SSI) :

- L'établissement est équipé d'un Système de Sécurité Incendie (SSI) de catégorie A avec un équipement d'alarme de type 1 avec diffuseurs d'alarme générale sélective dans les circulations.
- La détection automatique d'incendie (DAI) est généralisée.
- Des tableaux répéteurs d'exploitation sont installés à tous les niveaux.
- Des dispositifs visuels sont installés dans les vestiaires et les sanitaires.
- En cas de déclenchement du processus d'alarme, l'adressage du détecteur sensibilisé ou du déclencheur manuel sollicité est indiqué sur les téléphones DECT (courrier UGECAM en date du 09/02/2011).

Alerte :

- En journée, 7 jours sur 7, la centrale incendie est surveillée par une personne située au standard à proximité de celle-ci.
- En période nocturne, l'établissement est surveillé par 3 personnes.

Défense incendie extérieure :

- Elle comprend une réserve incendie de 70 m³ complétée, le cas échéant, par la réserve eau potable de 180 m³.

Schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie (SOSI) :

- L'établissement dispose d'un schéma d'organisation conformément à l'article U 41.

Défibrillateur :

- Un défibrillateur automatique externe (DAE) est installé à l'accueil de l'établissement.

IV. TEXTES APPLICABLES

Articles R. 143-1 à R. 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du Haut-Rhin.

Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 23 mai 1989 portant approbation des dispositions particulières du type U (Etablissements de soins).

V. DEMANDES DE DEROGATION / AVIS

Néant.

VI. DECISION DE LA COMMISSION

▪ Membres avec voix délibérative :

Président	Monsieur Pierre-Antoine CHARETTE – Chef du Bureau de Défense et de Sécurité Civile
S.I.S.	Lieutenant-Colonel Alain BETTINGER
Gendarmerie	Adjudant-chef Laurent MARCHAL
D.D.T.	Madame Claudine OBERLE
Maire	Avis écrit motivé

▪ Membres avec voix consultative :

Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Haut-Rhin	Excusée
---	---------

▪ Autres personnes :

D.I.P.N.	Brigadier-Chef Patrick OCHALA
----------	-------------------------------

La commission, après avoir pris connaissance de l'étude qui lui a été présentée, émet un

AVIS FAVORABLE au projet

VII. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GENERALES

1. Faire procéder pendant les travaux, par un organisme agréé aux contrôles techniques prévus par les articles R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation et GE 7 du Règlement de Sécurité.
2. Transmettre à la fin des travaux une demande au Maire de la commune de JUNGHOLTZ, afin qu'une visite de réception soit organisée (article R 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Pour être prise en compte, cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- arrêté municipal d'Autorisation des Travaux ou Permis de Construire ;
- attestation du maître d'ouvrage concernant la solidité ;
- attestation et conclusions du bureau de contrôle concernant la solidité (mission L).

En outre, le rapport final de l'organisme de contrôle agréé doit être transmis au Secrétariat de la Commission 3 jours ouvrés au moins avant la date de visite de réception souhaitée.

3. Toutes dispositions devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident pendant la durée des travaux (article GN 13).
4. Tenir à jour le registre de sécurité existant (article R 143-44 du code de la construction et de l'habitation)

VIII. PRESCRIPTIONS

Conformément à l'article 40 du décret n°95-260 modifié, la Commission demande la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

1. Respecter toutes les dispositions énumérées dans le dossier reçu au Service d'Incendie et de Secours – Groupement Prévention des Risques Incendie le 06/01/2025.
2. S'assurer que l'installation des 3 chaudières gaz respecte les dispositions techniques de l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public (ERP).

A Colmar, le 23/01/2025

Le Président de Séance,



Pierre-Antoine CHARETTE

Nota : le dossier est conservé au Secrétariat de la Commission de Sécurité.